

PROGRAMME DE DÉSARMEMENT DES GROUPES ARMÉS NATIONAUX ET SÉCURITÉ HUMAINE AU NORD-KIVU

Thèse présentée et soutenue publiquement le 07 mai 2022 à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'Université de Kisangani par Monsieur **Gervais MUHINDO BAYIBIKA** * en vue de l'obtention du titre de **Docteur en Sciences Politiques et Administratives**

EQUIPE D'ENCADREMENT

Promoteur : Professeur Ordinaire Jean OTEMIKONGO MANDEFU YAHISULE

Co-promoteur : Professeur Ordinaire Louis-Marie MUSAU BAKAJIKA

Membre : Professeur Ordinaire Alphonse MBATE LUPIKI

MEMBRES DU JURY

Docteur Jean OTEMIKONGO MANDEFU YAHISULE, Promoteur

Professeur Ordinaire à l'Université de Kisangani, Doyen honoraire de la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques

Docteur Louis-Marie MUSAU BAKAJIKA, Co-Promoteur

Professeur Ordinaire à l'Université de Kisangani, Vice-Doyen honoraire chargé de recherche à la Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques

Docteur Phidias AHADI SENGE, Membre

Professeur à l'Université de Goma, Chef de Département des Sciences Politiques

Docteur Frédéric LOKANGA OTIKETE, Membre

Professeur Ordinaire à l'Université de Kisangani, Doyen de la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques

Docteur Jean-Pierre BOKANGA ITINDI, Président

Professeur Ordinaire à l'Université de Kisangani, Chef de Département de Philosophie

Docteur Casimir NGUMBI KITETE, Secrétaire

Professeur à l'Université de Kisangani

* Politologue, Professeur à l'Université de Goma. Consultant des Organisations. E-mail : muhindogervais@gmail.com ; +243 998876584, +243 824514194

Docteur Daniel LUKUSA MUBENGA, Membre

Professeur Associé à l'Université de Kisangani, Vice-Doyen chargé de recherche à la Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques

1. CONTEXTE DE L'ÉTUDE

L'échec du programme de désarmement a contribué directement ou indirectement au déclenchement approximatif de 60% de conflits armés des États en développement qui ont rechuté dans ces mêmes conflits depuis la fin de la guerre froide¹.

En *Afghanistan*, le désarmement mis en œuvre visait la réconciliation communautaire² et la sécurité humaine ainsi que la réduction du pouvoir des commandants au niveau intermédiaire en les privant d'un stock de soldats pouvant être mobilisés et déployés à leur guise.

Au *Soudan du Sud*, un programme intérimaire de désarmement a été instauré avec les commissions de désarmement afin de réaliser les objectifs définis dans le plan stratégique de désarmement national de 2007³. Ce plan de désarmement avait pour objectif premier de consolider le processus de paix et de créer un environnement propice à la mise en œuvre d'activités liées à la sécurité humaine, à la réconciliation et au développement⁴.

En *RDC*, à la suite de la signature des accords de paix négociés⁵, les autorités politiques ont planifié et appliqué le désarmement de tous les GAN et étrangers afin de soutenir l'objectif de sa pacification, de sa sécurisation pour ainsi constituer le fondement de sa reconstruction et de son développement durable en tant que pays post-

¹ M. G. Marshall, « Report – conflict trends in Africa, 1946 – 2004 A comparative perspective, préparé pour le pool Africain de prévention de conflit » Département pour le développement international, octobre 2005.

²Dans le cadre du DDR, la réconciliation fait référence au processus d'acceptation entre communauté et Combattants et entre groupes opposés (par exemple ethniques, politique, religieux, militaire nage, genre).

³Lamb, « Assessing the reintegration of ex-combatants in the context of instability and informal economics: The cases of the Central Africa Republic, the Democratic Republic of Congo and South Sudan », Washington, DC: BM, 2012, disponible sur <https://doi.org/10.11604/pamj.2016.23.232.8287> , consulté le 12 juin 2019.

⁴ «The Implementation Modalities of the Protocol on Power Sharing », Government of Sudan (GoS) and the Sudan People's Movement (SPLM), 2- mai 2004, disponible sur [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/D18447D574722A1DC1256FD5002BD622-sud-sud-09janPart III.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/D18447D574722A1DC1256FD5002BD622-sud-sud-09janPart%20III.pdf),2-5, consulté le 12 mai 2019.

⁵La guerre d'agression du mois d'Aout 1998 a débouché sur des efforts de pacification traduits par l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka signé le 10/07/1999, l'Accord Global et inclusif de Sun City signé le 17/12/2000, l'Acte final des négociations politiques de Sun City signé le 02 avril 2003 et le Mémoire sur la réunification de l'armée. La guerre du CNDP et l'activisme des groupes armés de 2007 ont également débouché sur les actes d'engagements de Goma de 2008 et les Accords de paix de Goma de 2009. La guerre du M23 de 2012 et l'activisme des autres groupes armés actifs locaux a aussi débouché sur l'Accord de paix de Nairobi de 2013, l'Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la Région du 24/02/2013.

conflit. Ainsi, pour consolider les efforts de pacification et de relance économique, le Gouvernement de la RDC a mis en place le PNDDR par Décret présidentiel n°04/92 du 16/10/2004⁶.

Les Provinces du *Nord-Kivu* et du *Sud-Kivu* ont créé une Commission interprovinciale d'appui au processus de sensibilisation, Désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire⁷.

En ce qui concerne les accords de paix successivement signés depuis 2000 en RDC, le désarmement a souvent constitué l'une des premières dispositions à mettre en œuvre.

La présente étude se situe dans un contexte de l'État congolais, en général et de la Province du Nord-Kivu, en particulier, en crise quasi-permanente de sécurité. Cette crise a fait du domaine de désarmement l'objet d'une vaste reconnaissance dans la communauté internationale en général et dans la RDC en particulier. Elle a amené la communauté internationale et le Gouvernement central congolais à mettre en œuvre trois programmes de désarmement depuis 2004 (CONADER, UEPNDDR, DDR III). Le quatrième appelé « P-DDRCS » est aujourd'hui placé sous la haute autorité du Président de la République⁸.

2. ÉTAT DE LA QUESTION

L'insécurité dans la Province du Nord-Kivu en RDC constitue l'objet d'étude au cœur de la présente réflexion. Les années 2004 à 2019 écoulées apparaissent au regard de l'histoire de la RDC comme la période des politiques sécuritaires de toutes sortes sur son territoire surtout dans sa partie Est. Ce phénomène mis en débat a déjà été traité sous diverses formes par d'autres chercheurs. Ce foisonnement d'études explorées couvre deux thématiques de recherches axées sur le désarmement et la sécurité⁹.

3. DÉLIMITATION DE L'ÉTUDE

Les études antérieures sur le désarmement et la sécurité n'ont pas abordé la problématique de la persistance de l'insécurité dans la Province du Nord-Kivu pour

⁶ RDC, Décret n° 04/092 du 16 octobre 2004 instituant le Programme National de désarmement, Démobilisation et Réinsertion, *Journal Officiel de la RDC*, n° spécial, Première partie n° 2, 15 janvier 2005.

⁷ Lire avec intérêt l'Arrêté interprovincial n°19/001/CAB/GP-NK/GP-SK/2019 du 21/05/2019 portant création, organisation et fonctionnement de la commission interprovinciale d'appui au processus de sensibilisation, Désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire en provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

⁸ L'article 2 de l'Ordonnance n° 21/038 du 04 juillet 2021 portant création, organisation et fonctionnement d'un Programme de Désarmement, Désarmement, Relèvement Communautaire et Stabilisation, en sigle « P-DDRCS » stipule : le P-DDRCS résulte de la fusion du PNDDR et du Programme de STAREC.

⁹ Cette revue n'est pas exhaustive, mais cherche plutôt à contextualiser et analyser l'état de la littérature fournis dans ce domaine et à souligner les lacunes dans les connaissances existantes.

relever leurs causes liées à l'échec du programme de désarmement, dégager les stratégies des acteurs dans le processus du désarmement, ainsi que les conséquences sur la sécurité publique dans la Province du Nord-Kivu et les résultats. La plupart de ces études ne concernent pas les programmes de désarmement I, II et III mis en œuvre depuis 2004 par le Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants de la RDC. Les termes de référence de l'évaluation des programmes de désarmement n'ont pas listé une série de critères en ligne avec les critères de l'analyse des politiques publiques à prendre en compte. Les travaux antérieurs n'ont pas porté sur l'insécurité causée par l'échec du désarmement des GAN au Nord-Kivu. Il n'a donc pas été question de montrer la relation entre insécurité et désarmement des GAN dans la Province du Nord-Kivu en RDC.

Le choix porté sur la Province du Nord-Kivu dans ce travail se justifie non seulement par le fait qu'elle est un cas type des conséquences néfastes de la guerre, de l'activisme des GAN et étrangers, mais aussi parce que la paix et la sécurité de cette Province y sont des éléments des réponses au problème de développement humain en RDC. Elle est aussi l'épicentre des guerres en RDC à cause de l'activisme des GAN et étrangers, d'une part et des multiples agressions armées du Rwanda et de l'Ouganda, d'autre part.

L'intervalle de 2004 à 2019 est caractérisé par la mise en œuvre du programme de désarmement des groupes armés au Nord-Kivu par la CONADER et l'UEPNDDR ainsi que la création d'un quatrième programme de DDR appelé CIAP-DDRC sans préalable de signature de l'Accord de paix avec les groupes armés du Nord-Kivu. La période de 2019 est une période postérieure à l'exécution des programmes de désarmement, mais toujours marquée par l'insécurité généralisée et les violations massives des droits humains causées par les GAN et étrangers concernés dans lesdits programmes au Nord-Kivu. Au Nord-Kivu, l'année 2019 marque les quinze ans de l'institution, le 16 octobre 2004, du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR) à Kinshasa par décret présidentiel n°04/092 du 16 octobre 2004.

4. PROBLÈME ET QUESTIONS DE RECHERCHE

En dépit de tous les programmes de désarmement des groupes armés, la Province du Nord-Kivu est toujours confrontée à l'insécurité grandissante des groupes armés. Celle-ci fait l'objet d'un vif débat au sein de la classe politique et de la société civile congolaise, des analystes des politiques publiques, des partenaires au développement de la RDC sur l'efficacité du PNDDR et son impact sur la sécurité comme problème social de recherche. Ce problème social a fait l'objet des discussions scientifiques sur le diagnostic de l'insécurité et l'impact des programmes de désarmement des groupes armés mis en œuvre par l'Etat Congolais en vue d'y mettre fin. Ensuite, il a soulevé l'obstacle à la compréhension des causes de la persistance de l'insécurité au Nord-Kivu malgré les programmes de désarmement des GAN comme problème général de la présente recherche.

Ce problème a suscité la question principale ci-après : **pourquoi l'insécurité persiste-t-elle dans la Province du Nord-Kivu en RDC malgré les programmes de désarmement des GAN ?**

Subsidiairement au problème général et à la question principale de l'étude, le problème spécifique que la présente recherche a soulevé est la contradiction frappante, le contraste sans précédent qui se dégage entre les analystes sécuritaires et les acteurs au sujet de l'influence de l'échec de désarmement des GAN sur l'insécurité au Nord-Kivu. Pour les uns, le processus de désarmement des GAN aurait contribué à sécuriser le territoire national, les personnes et leurs biens, voire la région. Pour les autres, ledit processus aurait échoué et c'est le facteur générateur de l'insécurité, comme le témoigne l'insécurité persistante dans laquelle, reste plongée la Province du Nord-Kivu où morts violentes par armes, viols, déplacements internes des populations, conflits armés répétitifs, milices actives, armes entre les mains des citoyens, etc. restent monnaie courante et banalisés. Partant de cette approche antagonique, la présente étude a suscité la question spécifique suivante : **Comment les programmes de désarmement des GAN ont-ils impacté sur la sécurité au Nord-Kivu ?**

5. THÈSE ET ANTITHÈSE SOUTENUES

Face à cette problématique, l'étude a soutenu la thèse selon laquelle le modèle politique (négociation, coopération, amnistie, ouverture politique...) consacré par les programmes de désarmement des GAN a été source de l'insécurité humaine dans la Province du Nord-Kivu. Son antithèse est libellée comme suit : le désarmement forcé des GAN est la soupe de la sécurité humaine dans la Province du Nord-Kivu.

6. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

À la question principale, l'hypothèse générale qui a servi de fil conducteur de cette étude a été formulée de la manière suivante : la cause de la persistance de l'insécurité dans la Province du Nord-Kivu serait l'échec des programmes de désarmement des GAN mis en œuvre par le Gouvernement de la RDC et ses partenaires.

L'hypothèse spécifique générée par la question spécifique se présente comme suit : Les programmes de désarmement des GAN auraient impacté négativement sur la sécurité humaine au Nord-Kivu.

7. CADRE OPÉRATOIRE

Étant donné que l'hypothèse de départ affirme un rapport de causalité, on y retrouve deux variables : une variable indépendante ou la cause (Échec du programme de désarmement des GAN au Nord-Kivu) et une variable dépendante ou l'effet (la persistance de l'insécurité humaine dans la Province du Nord-Kivu).

8. STRATÉGIE DE VÉRIFICATION DES HYPOTHÈSES

L'enquête constitue la stratégie utilisée dans cette thèse pour la démonstration des hypothèses énoncées. Elle a consisté à aller chercher des informations spécifiques que l'on ne possédait pas et qui n'existaient pas au moment de l'enquête¹⁰. Elle a été utilisée à cause de l'absence d'informations. Et la méthode d'enquête choisie est le sondage qui a porté sur un échantillon de 350 personnes de la population étudiée évaluée à 2 444 777 pour généraliser les résultats obtenus auprès de l'échantillon à l'ensemble de la population. Ce sondage a été l'instrument de mesure destinée à recueillir des informations relatives au questionnement ou à la problématique de départ, prélèvement de l'échantillon et enquête par questionnaire¹¹.

9. OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

L'objectif général poursuivi par la présente étude est d'expliquer la persistance de l'insécurité dans la Province du Nord-Kivu malgré les programmes de désarmement des GAN mis en œuvre par le Gouvernement de la RDC.

Spécifiquement, le travail vise à analyser les conséquences de l'échec des programmes de désarmement des GAN sur la sécurité publique des populations du Nord-Kivu.

10. INTÉRÊT DU SUJET

Cette réflexion revêt un double intérêt : scientifique et pratique.

Du point de vue scientifique, cette étude mobilise diverses disciplines notamment les disciplines politiques.

Au premier rang figure l'analyse des politiques publiques. Elle contribue à l'évaluation de la politique en matière de sécurité en RDC, en général et en Province du Nord-Kivu, en particulier. En effet, les politiques publiques dans le domaine sécuritaire constituent en quelque sorte des réponses que le Gouvernement congolais a tenté d'apporter au problème d'insécurité dans la Province du Nord-Kivu qui relève des matières de souveraineté. Très concrètement, le désarmement des GAN s'inscrit dans la recherche de l'assainissement et de la stabilisation sécuritaire et reste permanemment influencé par l'analyse des politiques publiques sécuritaires. Ce sujet justifie l'usage des méthodes d'évaluation des politiques publiques, les types de questionnement dans les analyses des politiques publiques.

D'autres disciplines restent très sollicitées notamment la géopolitique en relevant les aspects géopolitiques des conflits internes. Elle s'intéresse aussi à la sociologie politique lorsqu'elle analyse le comportement réel des acteurs impliqués dans le

¹⁰ J. Otemikongo Mandefu Yahisule, *La recherche scientifique en sciences sociales et humaines*, Paris, L'Harmattan, 2018, p. 85.

¹¹ *Idem*, p. 87.

désarmement. L'histoire n'est pas en reste dans la mesure où certaines données de cette discipline fournissent une explication aux faits décrits notamment le poids de la période de la mise en œuvre du Plan National de Désarmement à travers les structures ci-après : CIDDR, CONADER, CGFDDR et UEPNDDR. Cette période de 2004 à 2019 pourrait satisfaire les préoccupations intellectuelles.

Sur le plan pratique, ce travail offre une grille de prescriptions utiles aux décideurs politico-administratifs et diplomatiques, aux députés nationaux et provinciaux, aux leaders des partis politiques et de la société civile, aux leaders des groupes armés et communautaires ethniques du Nord-Kivu et des étudiants, dirigeants futurs de la RDC. En s'appropriant le contenu de ce travail, ces bénéficiaires peuvent tirer les leçons du bilan pour améliorer la mise en œuvre des futures politiques sécuritaires afin de ne pas tomber dans les erreurs du passé et améliorer la gouvernance politique et sécuritaire de la RDC en général et du Nord-Kivu en particulier.

11. CADRE ÉPISTÉMOLOGIQUE

L'étude du thème de désarmement des GAN et l'insécurité humaine au Nord-Kivu pousse à choisir le paradigme constructiviste. Il prône la construction sociale de l'insécurité au Nord-Kivu. Le postulat de base de ce paradigme est : « les identités sont construites et interprétées entre les agents »¹². En effet, les structures de désarmement des GAN sont socialement construites. L'insécurité ou le désarmement des groupes armés sont des construits subjectifs et non des réalités objectives. Ils n'ont de valeur que si l'État congolais y croit. La sécurité (ou l'insécurité) au Nord-Kivu est ainsi auto prophétique puisque l'État congolais, depuis Westphalie, a intégré et développé des habitudes particulières de comportement.

Les conditions matérielles ne sont pas les seuls déterminants de la sécurité au Nord-Kivu ; les idées et les normes sont au moins aussi-sinon plus- importantes. Elles évoluent et façonnent différemment à travers le temps l'identité du système politique.

La sécurité dans la Province du Nord-Kivu peut être transformée et améliorée si les modes de pensée changent. Bien que neutre, l'approche constructiviste autorise ainsi l'optimisme. Au lieu de croire à la perpétuelle concurrence entre FARDC et GAN, comme le prétend la majorité des réalistes, l'étude rappelle l'exemple (et les idées) de Gorbatchev qui, de 1985 à 1990, a mis fin pacifiquement à la guerre froide en choisissant de ne pas exercer la puissance soviétique¹³.

La sécurité est un construit. Quand il y a insécurité, les acteurs de la sécurité doivent construire la sécurité et la consolider. Et quand les groupes armés déconstruisent la sécurité, il faut encore la reconstruire et la consolider, ainsi de suite.

¹² C. P.-David, *La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 48.

¹³ C.-P. David, *op. cit.*, p. 58.

12. CADRE MÉTHODOLOGIQUE DE RECHERCHE

L'appréhension du phénomène étudié a exigé l'analyse systémique selon le modèle de D. Easton et l'approche stratégique comme méthode de secours. Les résultats présentés dans ce travail émanent de l'observation directe désengagée, de la technique documentaire et de l'entretien structuré grâce à un échantillon par choix raisonné et boule de neige.

Les données recueillies sur le terrain ont été analysées grâce à l'analyse de contenu. En effet, il a été question d'analyser les informations manifestes issues des documents existants et des enquêtés. Et les réponses d'entrevue ont été quantifiées grâce à la méthode d'échelle ordinaire.

13. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

Par rapport aux objectifs ci-dessus, l'étude est arrivée aux résultats suivants :

La persistance de l'insécurité dans la Province du Nord-Kivu malgré les programmes de désarmement des GAN mis en œuvre par le Gouvernement de la RDC et ses partenaires s'explique par deux séries des facteurs : les écueils d'ordre politique et les défaillances liées à la gouvernance.

Les écueils d'ordre politique comprennent les causes endogènes et exogènes.

Les causes endogènes sont constituées de l'amnistie des criminels et leur intégration dans les forces de sécurité, l'ouverture de certaines espaces politiques aux cadres civils des GAN, la négociation de paix avec les milices, le régime politique non approprié au cours de la période de désarmement des GAN, le désarmement des GAN en période de conflit, l'insuffisance de la réglementation des ressources naturelles, l'absence des réponses aux dynamiques de conflits en Province du Nord-Kivu, l'instrumentalisation de l'insécurité des GAN, l'usage de l'approche militaire à l'insécurité, la politisation de l'insécurité et enfin, la fragmentation « resautée » des GAN.

Les causes exogènes comprennent l'ingérence du Rwanda et de l'Ouganda dans les guerres, le déficit d'initiatives régionales de prévention de l'arrivée d'armes et l'activisme des FDLR et des ADF.

Les facteurs liés à la défaillance de gouvernance administrative du programme de désarmement comprennent le manque de diagnostic de la crise sécuritaire au Nord-Kivu, la mauvaise conception du programme et le manque d'attention accordée à la réintégration, le manque de coordination des activités entre les acteurs, le trafic d'armes au Nord-Kivu, la prolifération et la circulation incontrôlées des armes, l'absence de transparence dans le processus de désarmement, l'absence de désarmement et de démantèlement des GAN des acteurs politiques et l'absence d'approches pour la gestion des armes et la réduction de leur nombre.

Tous ces écueils d'ordre politique et de défaillance de gouvernance administrative des programmes de désarmement des GAN ont chacun un lien avec la sécurité et entraînent une instabilité au niveau national ; et par conséquent, une fragilité de l'Etat Congolais tel que définie par O. Nay.

De ce qui vient d'être ci-haut clarifié sur la persistance de l'insécurité malgré les programmes de désarmement des GAN, il échet de confirmer l'hypothèse principale de l'étude. En effet, la cause de la persistance de l'insécurité dans la Province du Nord-Kivu est entre autre l'échec des programmes de désarmement des GAN mis en œuvre par le Gouvernement de la RDC et ses partenaires.

Les conséquences de l'échec du programme de désarmement des GAN sur la sécurité des populations du Nord-Kivu qui entrent en ligne de compte comprennent la résurgence (réapparition) des GAN ou milices congolaises, le déclenchement des conflits armés/nouvelles guerres, les menaces non militaires (insécurité politique, économique, sociétale et environnementale), les violations des droits humains des citoyens, les confrontations entre protagonistes, la résurgence des GAN ou milices locales, les conflits liés à l'exploitation illégale des minerais, la crise d'intégration sociale des éléments ex-combattants, les préjugés des médias sur la Province du Nord-Kivu, l'affaiblissement de l'État congolais, et les opportunités de l'insécurité au Nord-Kivu.

De ce qui précède, l'hypothèse spécifique est également corroborée. De l'avis général, l'échec du désarmement des GAN a entraîné plusieurs conséquences ou a impacté sur la sécurité humaine dans la Province du Nord-Kivu. En effet, la sécurité humaine n'était pas au cœur du dispositif sécuritaire et par conséquent du programme de désarmement des GAN au Nord-Kivu.

14. VALEUR AJOUTÉE

Cette thèse revêt une double contribution : théorique et pratique.

Partant de la définition de l'État fragile, l'étude a montré que l'État Congolais est demeuré toujours fragile sur le plan sécuritaire et a entraîné une fragilité dans d'autres domaines (économique, politique, culturel, social...) au Nord-Kivu. Sur le plan social par exemple, les populations continuent à souffrir du fait que les droits de l'homme ne sont pas respectés. La sécurité au Nord-Kivu (respect des droits humains, respect des libertés fondamentales, non circulation des ALPC, paix, restauration de l'autorité de l'État...) n'est pas assurée par le Gouvernement de la RDC. Cela est dû au non désarmement des GAN qui s'explique aussi par la mauvaise gouvernance du programme et la non mobilisation des facteurs politiques.

Ce programme devient ainsi un renforcement de la résurgence des GAN se voyant tonifier dans leur activisme explicatif de la morphogénèse systémique de l'enjeu sécuritaire congolais.

Pratiquement, cette thèse est une contribution à la connaissance de la question de la sécurité à partir des facteurs explicatifs de la théorie de l'État fragile dans un des États postcoloniaux qui est la RDC. Elle contribue aux mécanismes visant à améliorer la gouvernance sécuritaire en RDC et offre une grille de stratégies utiles aux décideurs politico-administratifs et diplomatiques, aux députés nationaux et provinciaux, aux leaders des partis politiques et de la société civile, aux leaders des groupes armés et communautaires ethniques du Nord- Kivu et aux étudiants, futurs dirigeants de la RDC. En s'appropriant le contenu de ce travail, ces bénéficiaires peuvent tirer les leçons pouvant leur inspirer la conception d'un programme de désarmement des GAN capable d'améliorer la mise en œuvre des futures politiques publiques sécuritaires afin de ne plus tomber dans les erreurs du passé et, et par voie de conséquence, améliorer la gouvernance politique et sécuritaire de la RDC en général et du Nord- Kivu en particulier.

De toute évidence, la persistance de l'insécurité dépend très largement des facteurs explicatifs de l'échec de désarmement des GAN : les écueils d'ordre politique et les défaillances de gouvernance administrative du désarmement des GAN. La non-interaction de ces facteurs fragilise le programme de désarmement pour résoudre le problème d'insécurité que connaît la Province du Nord-Kivu en continu. La sécurité dans la Province du Nord-Kivu implique la combinaison ou la synergie de plusieurs aspects.

15. LIMITES DE L'ÉTUDE

Cette réflexion qui touche au désarmement, à la sécurité humaine, aux stratégies des acteurs, à l'évaluation des résultats d'une politique publique à l'aide des critères (impact, effets, produits, activités et représentations des bénéficiaires), pose le problème de généralisation statistique ou de validité externe des résultats, car elle porte seulement sur un cas parmi les programmes de désarmement des groupes armés en RDC (les GAN) et sur un échantillon de seulement 350 personnes de la Province du Nord-Kivu. Le désarmement des GAN a été considéré par les acteurs de sécurité comme une phase taboue. Un volet de PNDDR qui avait été caractérisé par beaucoup de secrets sur ses statistiques au Nord-Kivu.

La base de données de désarmement était uniquement gérée par le feu Gén. Delphin Kayimbi à Kinshasa.

Une autre faiblesse de ce travail est qu'il n'a pas été nécessaire et possible d'épuiser l'étude de toutes les causes de l'échec du désarmement des GAN. Cette réflexion a pris le pari d'analyser seulement les causes d'ordre politique et celles liées à la gouvernance du programme de désarmement. Elle a laissé aux autres chercheurs des sciences humaines le soin de la compléter en analysant par exemple les causes socioéconomiques (exportation des matières premières, chômage élevé, stigmatisation sociale des miliciens, conditions socio-économiques défavorables, pauvreté), les variables opérationnelles et techniques (sensibilisation, timing, question du

financement, RSS, question d'enfants soldats), et enfin les facteurs psychologiques et/ou individuelles des combattants (cupidité, possession des biens de valeur, âge, genre, traumatisation et autres problèmes psychologiques mentaux, expériences personnelles de guerre), etc. de l'échec de désarmement des GAN.

16. RECOMMANDATIONS ET PISTES DE RECHERCHE

Les différentes causes de l'échec de désarmement des GAN, les stratégies des acteurs impliqués dans ledit désarmement, les résultats ou performances réalisés et les conséquences de l'échec de désarmement des GAN relevés dans la présente étude, amènent à confirmer la théorie de l'État fragile dans la Province du Nord-Kivu et à esquisser quelques recommandations non moins utiles constituant une prescription pour améliorer les prestations en matière de sécurité dans la Province du Nord-Kivu :

Au niveau national

1. Il importe, dans le désarmement des groupes armés, d'arrimer ceci à la fois aux causes profondes de l'insécurité ou au diagnostic de la crise, de considérer les autres acteurs de sécurité (groupes armés étrangers) qui défient l'autorité de l'État et qui bafouent les droits humains.
2. La sécurité dans la Province du Nord-Kivu implique la synergie de plusieurs aspects et/ou secteurs (militaires, politiques, économiques, sociétaux, environnementaux). Il faut donc au Nord-Kivu une solution militaire (Défense militaire)¹⁴, une solution politique (Sécurité politique), une solution économique (Sécurité économique), une solution sociétale (Sécurité sociétale), une solution environnementale (Sécurité environnementale) et enfin, une solution à la triade État-Individu-Système International¹⁵. Ces trois réalités sont liées.
3. La fin durable de la violence ou de l'insécurité des GAN requiert un désarmement forcé des combattants tout en respectant les procédures de désarmement des

¹⁴ La défense militaire est le fait de s'opposer en tout temps et en toute circonstance, par des moyens militaires à toute forme d'agression dirigée contre les intérêts fondamentaux de la Nation. Lire ici la Loi organique portant organisation et fonctionnement des FARDC de 2011. Selon cette loi, les intérêts fondamentaux de la Nation visent notamment : son indépendance, l'intégrité de son territoire et sa sécurité, la forme républicaine de ses institutions, les moyens de sa défense et de sa diplomatie, la protection de sa population, même à l'étranger, son potentiel scientifique, économique, artistique et son patrimoine culturel, son développement durable.

¹⁵ Selon BUZAN, on ne peut pas parler de la sécurité sans lui associer trois réalités que sont : l'Etat, l'individu et le système international. Le lien entre les trois, selon lui, est que la sécurité de l'individu et du système international dépend de celle des Etats. Il soutient la thèse selon laquelle : « La création d'Etats plus stables est une condition nécessaire, à la fois pour la sécurité nationale, pour la sécurité individuelle et pour la sécurité internationale ». Lire B. Buzan, *People State and Fear: An agenda for international security Studies in the Post-Cold war Era*, Harvester Press Group, Brighton, 1983; B. Buzan: « redefining security », *International security*, 8-01-1983, pp. 129-153.

combattants. En effet, la paix doit être imposée, car elle ne peut s'obtenir par la voie de la négociation.

4. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à la sécurité dans la Province du Nord-Kivu : socio-politiques (stabilité politique, non-ingérence extérieure), économiques (développement) et juridiques (sanctions aux récalcitrants, aux fauteurs de troubles, aux tireurs de ficèles internes et externes en rapport avec les violations des droits humains et des principes fondamentaux de la Constitution de la RDC devant un Tribunal Pénal International pour le Congo se trouvant dans les différents rapports de l'ONU et des Organisations de la Société Civile Nationale et Internationale, etc.).
5. La paix au Nord-Kivu peut survenir par l'instauration de la justice, de la démocratie et de la transformation sociale. Ces solutions peuvent fondamentalement remédier à l'insécurité grandissante dans la Province du Nord-Kivu. L'Afrique du Sud, la Namibie, le Mozambique ou le Liberia sont cités en exemple comme des pays ayant instauré la paix par les voies de la démocratie, de la justice et de la transformation sociale.
6. Pour en finir avec l'insécurité dans la Province du Nord – Kivu, nous proposons un système de « sécurité collective » c'est-à-dire une paix légalisée et institutionnalisée entre États de la sous-région.
7. Une autre série des recommandations adressées aux autorités congolaises vont dans le sens d'ouvrir des enquêtes judiciaires approfondies, rigoureuses et impartiales sur les violations graves des droits humains et les crimes internationaux (génocide, crimes contre l'humanité ou crimes de guerre) commis par les éléments des GAN dans le Nord-Kivu et restaurer l'autorité de l'État dans toutes les zones libérées par le déploiement d'une police et d'une justice exempté de tout reproche en matière de respect des droits humains.

Au niveau international

1. De la même manière que les Américains avaient eu peur de la fragilisation de l'Europe d'après 1945 face à la montée du communisme Soviétique, il y a lieu de craindre également que n'importe qui ne vienne s'accaparer de la Province du Nord-Kivu et y construire un leadership assis sur les mines. La Communauté Internationale devrait donc jouer un rôle à travers des actions concrètes sur le terrain de développement politique, économique, administratif, social, culturel en cessant l'hypocrisie organisationnelle, etc.

Au niveau régional

1. Il faudrait un leadership dont les préoccupations sont centrées sur les projets intégrateurs en élargissant par exemple la CEPGL aux autres pays regroupés dans la CIRGL. Cela ne veut pas dire qu'une attention basée sur une diplomatie de proximité doit être évitée entre, par exemple, la RDC, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda.

Cette prescription constitue les matériaux de proposition du modèle de l'État solide dans la Province du Nord-Kivu (modélisation, solution au problème de la persistance de l'insécurité au Nord-Kivu).

Au regard de la présente étude, la présente réflexion prévoit les pistes de recherches futures ci-dessous :

1. L'efficacité du contrôle des Armes Légères et à Petit Calibre dans les pays post-conflits.
2. Le désarmement des groupes armés étrangers dans la résolution des conflits armés en République Démocratique du Congo.

17. ANNEXES

La présente thèse comprend les annexes ci-après :

- Guide d'entretien
- Liste des informateurs clés¹⁶
- Biographie des GAN actifs au Nord-Kivu en 2019
- Décret n°4/092 du 16 Octobre 2004 instituant le Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, en Sigle PN-DDR

¹⁶ Les coordonnées de quelques enquêtés ne figurent pas dans la liste des personnes interrogées pour des raisons de sécurité.

